Année XXVI. N° 735 — 7 JANVIER 1928

LE RÉVEIL ANARCHISTE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
Le Réveil, r. des Savoises, 6, *Genève* Suisse.

Avec Supplément en langue italienne

SUISSE et UNION POSTALE
Abonnement : 1 année, fr. 5; 6 mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

NOUVELLE ANNÉE

—o—

Le *Réveil* entre dans sa 28me année d'existence. Depuis sa fondation, nous avons suivi une ligne constamment droite, qui a pu déplaire tour à tour à tous ceux qui sous prétexte de précision d'idées, de rajeunissement de tactique, d'adaptation à des situations nouvelles, d'évolution historique, etc., voulaient nous faire prendre des vessies pour des lanternes et nous ramener à de vieilles conceptions dont l'anarchisme avait déjà démontré l'inconsistance et la tromperie.

Qu'il nous suffise de rappeler le syndicalisme, l'hervéisme, l'interventionnisme, le bolchevisme, etc., dont quelques camarades ont pu se griser successivement, nous traitant à la suite de nos réserves, de tardigrades, de vieilles barbes, de sectaires, etc. Les faits se sont toujours chargés de nous donner raison, soit que nos adversaires soient revenus à nous, soit qu'ils aient définitivement adhéré à des partis autoritaires.

La doctrine anarchique, par sa clarté et sa simplicité mêmes ne convient guère aux confusionnistes et encore moins aux arrivistes de tout acabit. Il est aussi vrai de dire que tout l'art politique n'a pas beaucoup changé depuis Aristote jusqu'à nos jours, et qu'il n'y a aucun mérite à dénoncer le renouvellement sous des formes à peine modifiées de très vieilles duperies. La dernière en date est le remplacement de la formule *souveraineté du peuple* par celle de *dictature du prolétariat*. Il faut une incroyable niaiserie pour ne pas reconnaître que les deux se valent et aboutissent à la même négation du droit individuel au nom d'un soi-disant droit collectif, livré à l'arbitraire d'une minorité ayant usurpé le pouvoir, tout le pouvoir !

Nous demeurons inébranlablement fidèles à ce principe que le monde ne saura être réellement transformé que par la liberté. Toutes les formes d'autorité ont été expérimentées et toutes ont successivement fait faillite. Il est temps d'appliquer au domaine social la même méthode qu'au domaine scientifique; nul progrès durable et fécond n'a jamais été réalisé autrement.

Toute autorité nouvelle, par la nécessité même de se maintenir, ne représentera qu'un retour au passé. Elle donnera l'illusion de faire œuvre révolutionnaire, ses hommes ne pouvant que chercher à éliminer aussi radicalement que possible ceux de l'ancien pouvoir; mais pour les imiter chaque jour davantage, car la situation de gouvernant a ses exigences propres toujours les mêmes, d'oppression et de répression.

Inutile d'ergoter. La société libre, sans classes et sans tyrannie ni exploitation, ne peut que correspondre à l'anarchie. Prévoir un gouvernement, c'est implicitement affirmer l'impossibilité d'émancipation intégrale, c'est rétablir les anciennes distinctions sociales, c'est restaurer police, armée et bureaucratie avec des pouvoirs redoutables, c'est revenir aux institutions sinon aux hommes du passé. Une immense œuvre de création ne saurait s'embarrasser de maîtres, mais résulter du libre jeu de tous les concours, de toutes les initiatives et volontés.

Vive l'Anarchie !

Provocation inadmissible

Sous ce titre, nous lisons dans le *Citoyen*, organe de l'U. D. E. (Union des exploiteurs) :

Lucien Tronchet est revenu.

L'anarchiste qui avait joué un rôle de premier plan lors des émeutes des 22 et 23 août, est rentré triomphalement à Genève.

L'on se souvient qu'il avait jugé prudent de disparaître lorsqu'il vit que l'affaire tournait mal.

Après avoir excité des jeunes gens et les avoir jetés dans la mêlée, il prit la fuite.

A l'abri, de l'autre côté de la frontière les journaux ont pu lui apprendre les condamnations sévères et implacables des Tribunaux genevois et du Conseil fédéral.

Lui, il avait le sourire. Il attendait son heure.

Aujourd'hui il est de nouveau chez nous.

Théâtralement accompagné de son avocat, il s'est présenté au Palais.

Les journaux ont répété à l'envi ses paroles:

« On me dit qu'un mandat d'arrêt aurait été lancé contre moi. Si c'est exact, exécutez-le. On ne pourra au moins pas dire que je me suis soustrait à l'action de la justice. »

Le capon, dont la conscience peu tranquille l'obligeait à se cacher au lendemain du 22 août, ayant appris que l'enquête judiciaire n'aurait pas de suite, revint tranquillement.

Les gosses de moins de 20 ans, brutalement arrachés à leurs familles et expulsés avec rigueur du pays, peuvent voir celui qui les a ameutés, narguer la police et rentrer dans la ville dont ils ont été chassés.

Tronchet qui, accroché à la statue du général Dufour, fit appel à l'émeute reste libre.

L'enfant impressionnable et nerveux au « pardessus mastic » fut jeté en prison. Le récidiviste, déjà arrêté pour avoir tiré un coup de revolver lors d'une assemblée en faveur de Matteotti, et qui alla se terrer après les désordres de la fin d'août, peut, lui, reprendre en toute tranquillité son œuvre de destruction et de violence.

Oh! justice !

Par deux fois, Tronchet vient de connaître la carence des lois et des institutions chargées de protéger la société.

Après cela il n'a qu'à continuer.

Des faits de ce genre contribuent plus que les succès électoraux à précipiter le pays vers une crise sociale, civique et nationale.

La haine et le désordre y trouvent une éclatante justification.

Le cri classique Caveant consules, *s'il devient d'une amère ironie, ne doit-il pas être remplacé par le* caveant cives ?

Demain sera trop tard. *Luj.*

Rétablissons les faits. Le 22 août dernier, à la suite d'une manifestation très imposante de toute la population genevoise, une centaine de jeunes gens se portèrent sur différents points de la ville, brisant quelques carreaux. Rien de grave en somme, si ce n'est un mort parmi les manifestants eux-mêmes. Une spéculation infâme a été d'abord tentée sur ce cadavre, mais les autorités, et la presse avec, ont dû ensuite garder un silence prudent. Personne, en effet, n'a tiré de coups de feu à part les gendarmes. D'ailleurs, tous les manifestants arrêtés n'avaient pas d'armes. Renversez les rôles, et il est certain que parmi les citoyens convaincus d'avoir tiré, le meurtre eût été rapidement découvert ; les gendarmes, eux, ont été tous reconnus innocents. N'insistons pas.

Le lendemain, mardi 23 août, messieurs de la garde civique qui, la veille, étaient restés bien à l'écart, s'arment au nombre de cinq cents et sous la protection de toutes les forces de police et des pompiers, menacent de paisibles manifestants qu'ils savent désarmés. Sur leurs dénonciations abjectes, une trentaine sont arrêtés et passés à tabac bestialement. Des condamnations et expulsions s'ensuivirent pour les motifs les plus futiles, afin de satisfaire une misérable bande d'aboyeurs réclamant je ne sais quelle vengeance. L'ayant obtenue, ils feignirent, écœurants hypocrites, de plaindre leurs victimes. Leur rage s'accrut du fait qu'après avoir parlé de complot, d'organisation d'émeute, d'émissaires mystérieux, etc., deux enquêtes officielles prouvèrent que rien de semblable n'avait existé.

Quant à notre camarade Tronchet, le lundi 22, il était au premier rang des manifestants et n'alla se coucher que lorsqu'il crut la manifestation terminée. Il ne pouvait prévoir ce qui se passa ensuite : la police, elle-même, malgré tous ses *auxiliaires* disséminés dans la foule, n'aprit les faits, une fois terminés, que . . . par téléphone.

Le courage d'un militant n'a jamais consisté, que nous sachions, à se faire arrêter pour rien, avant toute action. Disons plus. Une telle action étant prévue — et ce n'était certes pas le cas le 22 août — ce serait une désertion déguisée que de se livrer benoîtement à l'ennemi.

Nous n'avons pas besoin de souligner que faire de la manifestation des 22-23 août une tentative révolutionnaire est tout simplement idiot. Celle-ci ne peut se produire qu'avec des buts précis et matériels; pour Sacco et Vanzetti, nous ne voulions qu'élever une clameur de justice assez puissante pour être entendue, sinon écoutée, au delà de l'Océan, et nous y avons réussi, grâce aussi aux exagérations de la presse fasciste.

Disons pour finir qu'un militant ouvrier, une fois connu, risque à chaque instant de perdre son gagne-pain, de se voir acculé lui et sa famille à la misère, même s'il n'est pas assommé ou emprisonné. Le piètre écrivaillon du journal fasciste est-il prêt à sacrifier sa situation à ses idées, en admettant qu'il se soit jamais permis le luxe d'avoir des idées autres que celles de ses patrons? Serf résigné, il cherche à baver de rage sur ceux qui faisant preuve malgré tout d'indépendance paraissent souligner sa bassesse.

A remarquer surtout la conclusion fasciste: *caveant cives !* Nous ne sommes pas trop férus de latin, mais cela signifie sans doute que les autorités légales n'exerçant pas toutes les vengeances exigées par ces messieurs, ils se réservent de les exécuter eux-mêmes. C'est bien avec un tel prétexte que le fascisme a débuté en Italie. Mais il est bien certain que sans la complicité, l'appui et les subventions des *consules*, les *cives* des gardes civiques, d'une lâcheté révoltante, se garderont bien d'intervenir.

Il faut tout de même une impudence ou une inconscience sans nom aux exploiteurs et aux militaristes de tout acabit pour venir parler de haine et de désordre, surtout après la guerre mondiale !

Le Réveil est en vente au magasin de journaux et tabacs :

Rue Rousseau, 32.

NOTES EN MARGE

Propos bourgeois.

Dans une revue des événements locaux pendant 1927, le *Journal de Genève* écrit :

L'élection du Conseil d'Etat a prouvé que de nombreux citoyens, s'ils avaient parfois des conceptions politiques différentes, savaient s'unir sur les bases essentielles de la conduite de l'Etat. Rompant avec le parti socialiste, le parti radical, qui s'est assuré ainsi la majorité au gouvernement, a compris l'appui qu'il pouvait trouver auprès de ceux qui veulent que la gestion de nos affaires publiques soit menée dans l'ordre et avec le seul souci de l'intérêt de la patrie. La situation économique de Genève ne permet pas de tolérer les expériences coûteuses du socialisme. Sa situation morale ne lui permet pas de tolérer que des cellules de désorganisation de l'esprit civique se constituent. Genève sait ce qui se cache sous certaines proclamations roublardes ou naïves. Elle n'est pas pour le chambardement. La cruelle alerte du 22 août — où le sang a coulé — ne la laissera plus imprévoyante.

Hélas! la défense de privilèges et d'intérêts acquis réalise bien plus vite l'union que la revendication d'un droit nouveau, n'ayant pas encore trouvé son application. Les classes nanties ont toujours appelé intérêt de la patrie leur intérêt particulier et l'ordre signifie pour elles le maintien de leur exploitation; toute tentative pour la limiter ou supprimer dans tel ou tel domaine, voilà le désordre.

Ces messieurs, à les entendre, ne veulent pas d'expériences coûteuses, tout en continuant celle du militarisme, qui est bien la plus coûteuse d'entre toutes et aboutit, sinon à une boucherie effrayante, à un gaspillage criminel.

En présence de perpétuelles menaces de guerres européennes, sans compter les guerres coloniales ne prenant jamais fin, parler de cruelle alerte et de sang coulé à propos du 22 août, est grotesque et odieux tout à la fois.

Mais, enfin, dites-nous qui a tué le malheureux Schaeffer?

Fausse indignation.

Sous le titre « L'imposture des Soviets », nous lisons dans *Le Citoyen* cette tirade contre le régime russe :

Ce régime de meurtres et de vols, qui mit à feu et à sang le pays et dont les victimes, appartenant à tous les milieux sociaux, atteignent le chiffre exorbitant, d'après une statistique officielle, de près de deux millions; ce régime qui pille, écrase, torture sauvagement et tue; ce régime qui jette des sommes folles dans tous les pays pour déclancher la révolution, qui pousse à la guerre civile ; ce régime qui poursuit inlassablement le plan diabolique d'une barbarie sanguinaire pulvérisant les derniers restes de la civilisation chrétienne; ce régime qui souille l'enfance et déchaîne le [illegible] rent libéré des instincts et des passions; ce régime: des pacifistes !

Ces bourreaux: des pacifistes !

Ces bandits: des pacifistes !

Et personne, personne, personne pour saisir le tragique de cet infâme silence, de ce muet acquiescement et délivrer, affranchir les consciences endormies, peureuses ou lâches, en brandissant la torche de la vérité sous la face maquillée des bolchevicks, afin qu'apparaissent leurs véritables traits, leur authentique visage !

Genève n'est-elle donc plus qu'un de ces vastes hôtels cosmopolites, où pour faire de l'argent, l'étranger aux mœurs équivoques, le joueur débauché, le souteneur enrichi sont accueillis par les sourires de commande et les échines courbées des garçons bien stylés ?

En fait d'imposture, en voilà bien un échantillon intégral, car tout est faux dans le discours ci-dessus.

Tout d'abord, il n'existe pas un régime soviétique, mais dictatorial en Russie. Mussolini a déclaré avoir trouvé des « maîtres magnifiques » dans les dictateurs russes, dont le fascisme a d'ailleurs reproduit fidèlement l'organisation de parti et étatiste.

Première imposture donc: s'indigner contre le bolchevisme après avoir exalté le fascisme.

La guerre mondiale a été le régime par excellence de meurtres et de vols; l'ancien tsarisme aussi. Or, ceux qui ont accepté l'une et l'autre, sans élever des protestations, pour s'émouvoir seulement d'une révolution dont les cruautés découlent des mœurs tsaristes et guerrières, font preuve encore d'imposture,

Feindre de pleurer sur deux millions de morts, après avoir applaudi au blocus de la Russie, au fameux « fil de fer barbelé » de Clemenceau, aux expéditions atroces de généraux mercenaires, est une troisième imposture.

L'Etat bolcheviste, comme tout autre grand Etat, poursuit un rêve de domination mondiale, mais c'est bien une imposture que de le condamner, tout en reconnaissant légitimes les autres impérialismes, et particulièrement l'impérialisme fasciste avoué.

Toutes les casernes du monde et non seulement celles de Russie témoignent d'une barbarie persistante, et les prétendus civilisateurs du christianisme, à de très rares exceptions près, ont tous poussé à la guerre mondiale, qui a été et reste la source de tous les maux dont nos chrétiens paraissent tardivement s'indigner. Imposture toujours !

Bourreaux ! bandits ! les diplomates russes, fort bien, mais les diplomates d'autres pays en possession d'un empire colonial ne le sont-ils pas également? La face de tout gouvernement est maquillée et son authentique visage ne saurait qu'inspirer l'horreur.

Etrange libérateur que ce défenseur attitré de tous les mensonges sociaux, de toutes les turpitudes dictatoriales et cléricales!

Nous ne croyons pas Genève une ville particulièrement corrompue ; mais de toutes les impostures la plus méprisable est celle du faux vertuiste, qui rêvant de l'esclavage le plus abrutissant et lâche, parle de réveil de consciences et de torche de la vérité ! Le jour où celle-ci sera portée à travers le monde, il ne lui restera plus qu'à se cacher pour faire oublier l'imposture de toutes ses déclamations !

Union Civique.

Cette ineffable Union publie une déclaration de guerre civile dont acte. Elle rappelle sa fondation en 1918 et les morts pour la patrie et ... l'incurie criminelle du service sanitaire de notre armée.

Glissons sur le récit fantaisiste des événements du 22 août dernier, où il est question de « bandes organisées », contrairement aux faits les mieux établis. Ces messieurs nous annoncent que « tenant compte des expériences », leur garde se réorganise. C'est à tous ceux contre lesquels cette réorganisation a lieu de se préparer à une défense adéquate.

Voici la conclusion de l'Union fasciste de Genève :

La solution des conflits sociaux ne doit pas être cherchée dans la violence qui n'aboutit qu'à la destruction et à la misère. L'Union civique n'intervient que contre ceux qui, de quel côté qu'ils soient, emploieront la violence au lieu des voies légales. L'accuser d'être une organisation de matraqueurs est donc pure calomnie. Elle n'est pas davantage une organisation de briseurs de grèves. Ses volontaires des sesvices auxiliaires économiques n'ont qu'une tâche: maintenir l'activité des services publics au minimum indispensable à la vie de la collectivité. C'est le droit de chacun de contribuer à sauvegarder l'existence de tous. C'est aussi le devoir de tous les citoyens.

Il faut bien se garder de chercher dans la violence la solution des conflits sociaux — il y a donc de tels conflits, autrement dit de luttes de classes? — mais précisément pour cela ces messieurs, tout en disposant déjà de centaines d'hommes parfaitement armés et entièrement à leurs ordres, jugent nécessaire de constituer une garde civique particulière. Leur droit de le faire ne pouvant être que celui de tous les citoyens, il en découle un armement universel en haine de la violence !

N'insistons pas sur le bafouillage par lequel ils cherchent à prouver ou à s'excuser de ne pas être ce qu'ils sont en réalité. Personne n'en sera certainement dupe. Mais que dire du « droit de chacun à sauvegarder l'existence de tous » ? Comment l'appliquer sinon en prenant là où il y a, précisément pour en finir avec cette misère que la garde civique prétend avoir en horreur ? Sauvegarder l'existence de tous signifie avant tout en finir avec le monopole de la richesse de quelques-uns.

Ah ! les imprudents et impudents bafouilleurs !

MÉLANGES

Spécialistes.

Le vœu de l'Union des instituteurs genevois pour la suppression du budget militaire fait encore couler de l'encre. Touts les vieilles badernes, des caporaux aux colonels, tous les sots prétentieux dont la cervelle est faite de déchets de culottes de peau protestent contre tout projet pratique d'acheminement du monde vers la paix.

La décision des instituteurs n'aurait-elle pour résultat immédiat que de nous montrer la pauvreté des arguments des militaristes que ce serait déjà appréciable, car pour bien combattre le mal il est utile de connaître les raisons qu'avouent ceux qui veulent le faire durer.

Parmi les défenseurs du militarisme, les uns sont des sots, les autres des gens de mauvaise foi.

Sots ceux qui veulent limiter la pensée humaine aux pauvretés des banquets de tirs fédéraux ou des soirées choucroute et qui attendent le bien de la lassitude des profiteurs du mal. De mauvaise foi, ceux qui disent et feignent de croire que nous sommes engagés envers l'étranger à être armés jusqu'aux dents et que ce serait pure félonie que déposer les armes; de mauvaise foi et volontairement ignares ceux qui affirment que l'armée est la seule sauvegarde contre l'invasion et la destruction, alors qu'elle n'est qu'un instrument d'oppression.

Nous pourrions demander à ces messieurs si l'armée italienne, par exemple, a empêché le peuple italien de devenir la proie des hordes fascistes qui ont fait rétrograder la civilisation dans la péninsule jusqu'aux pratiques du moyen-âge. Nous pourrions citer des exemples sans nombre, de tous les pays et de toutes les époques, démontrant que les armées ont causé plus de ruines et de crimes qu'elles n'ont sauvé de biens et de vies.

Mais il est aussi des défenseurs honteux du militarisme qui, n'osant ouvertement le défendre, prétendent que le soin de le supprimer doit être laissé à quelques personnes spécialement qualifiées, tel ce régent qui, éprouvant le besoin de faire savoir qu'il était porteur de je ne sais quel vague diplôme, a écrit aux quotidiens locaux pour dénier à ses collègues la capacité de parler de paix, affirmant que seuls des spécialistes pouvaient aborder les questions militaristes. En présence de tant de vanité et d'indigence cérébrale ne serait-ce pas le moment de songer à l'aliboron ?

Spécialistes ! Qu'on nous laisse rire. Est-ce que les moutons et les veaux vont consulter le boucher pour s'enquérir du chemin qui doit les éloigner de l'abattoir ?

Et les hommes seraient plus bêtes que les animaux qui continueraient à s'en remettre aux généraux et aux diplomates du soin de mettre fin à l'ère des tueries !

Parlons-en un peu d'ailleurs des spécialistes du militarisme et de la paix. Le *Journal de Genève*, qui a accueilli avec faveur la sotte épitre du régent porteur de diplômes, insérait un de ces derniers jours, en parlant de feu Sasonoff, que la lecture des mémoires — par conséquent ce qu'ils veulent avouer — des grands acteurs de la guerre — les spécialistes — prouvait que le déchaînement du conflit fut le résultat de leur lamentable infériorité; nous ajouterons aussi de leur canaillerie.

Et les spécialistes de Versailles, qu'ont-ils fait de la victoire qui devait faire table rase du militarisme ? Ont-ils fait autre œuvre que d'embrouiller les choses les plus claires et de multiplier les causes de conflits ?

Eh va donc ! spécialiste diplômé. Que je plains les pauvres gosses qui doivent ingurgiter ta spéciale mixture pacifico-militariste.

Les spécialistes de la paix, les seuls qualifiés, sont les pauvres diables déjà désignés pour la guerre que nous préparent les spécialistes des tapis verts. L'un de ces derniers, M. Paul-Boncour, dans un accès de sincérité, ne disait-il pas, tout dernièrement, que la paix ne saurait être imposée que par un grand mouvement des masses populaires ? Là est la vérité.

Les peuples, sans se préoccuper des comédies gouvernementales, réaliseront la paix définitive ou, s'ils laissent le champ libre aux diplomates, aux spécialistes des tripotages et maquignonages, nous aurons une nouvelle guerre.

Morte de faim.

Tandis que les feuilles bourgeoises se faisaient l'écho des imbéciles ou des intéressés qui versaient des pleurs parce que des braves gens proposaient de cesser de dépenser des millions pour les mitrailleuses, une femme de soixante ans, usée au travail, est morte de faim dans le taudis qui lui servait de logis.

On meurt donc encore de faim, dans notre belle société ?

Eh! oui. Et cela sera aussi longtemps qu'on dépensera 100 millions pour le militarisme.

On ne peut dépenser à la fois pour la vie et pour la mort. Mais comme la société capitaliste a prouvé que ses aptitudes étaient surtout meurtrières, supprimons le capitalisme si nous voulons que la vie resplendisse. A. A.

La foi nouvelle

Nous croyons utile de mettre sous les yeux de nos lecteurs ces passages essentiels d'une lettre de Romain Rolland à propos d'antimilitarisme :

Il faut, si l'on veut vaincre, être profondément conscient de sa force, mais estimer impartialement celle de l'adversaire. Je ne parle pas seulement de la force au sens brutal: celle-ci, en dépit des apparences, serait relativement facile à briser. Je parle de la vraie force, de la force morale.

Or, qu'un homme qui, comme moi, abhorre tout militarisme, qu'un internationaliste convaincu qui a rejeté pour toujours de soi le dogme de la patrie, ose le dire hautement! — *La patrie représente* encore, à l'heure actuelle, *un idéal puissant ; elle est, pour des millions d'êtres dans tous les pays, une foi brûlante*, infiniment plus sincère, plus générale et plus enracinée que celle des Eglises. Si nous en sommes détachés, nous, ne commettons pas l'erreur de ne pas voir qu'elle existe, et qu'en dehors des politiciens et des capitalistes cyniques, sceptiques ou éhontés, en dehors des grands troupeaux humains qui suivent servilement, sans comprendre, il y a dans le camp de la patrie une élite morale qui l'aime d'un amour désintéressé, qui croit en elle, comme aux temps anciens on a cru en Christ ! J'ai été, et je suis en rapports avec des jeunes hommes de tous les pays; et j'ai vu souvent chez eux le patriotisme absorber leurs forces passionnées de sacrifice, leur besoin d'agir pour les autres et de se donner. Il est déplorable que ces forces soient ainsi captées ; mais elles ne sont rien moins que méprisables. *Dans une âme bien née, la passion du sacrifice est naturelle, elle est belle, est bonne, est saine en soi. Bien loin de la combattre, il faut la cultiver, mais en la tournant vers l'objet le plus haut et le plus pur.*

C'est là que doit être la tâche positive des opposants à la patrie et à la guerre. A l'ancien idéal, il faut opposer l'idéal nouveau, et ne pas craindre de le faire flamber dans le cœur des hommes d'aujourd'hui, de toutes les flammes de la foi nouvelle.

Et cette foi doit se prouver, dès à présent — non par de simples négations, des refus — mais par des actes positifs de fraternité effective (à la façon des quakers au cœur large, mais avec un esprit plus large encore et plus libre).

1) Aide apportée aux victimes actuelles de l'odieux état de choses, de « la guerre qui continue » — dans tous les pays — et de préférence dans les pays qu'on appelle ennemis, afin de mieux prouver la fraternité humaine — particulièrement en cette heure, aux malheureux d'Allemagne qui meurent lentement de froid et de faim (souscriptions, enfants d'Allemagne reçus dans des familles françaises, etc.).

2) Aide effective offerte à la communauté française. A la place du service militaire, instituer un service civil (voir les projets actuellement adoptés ou proposés en Scandinavie, Hollande, Suisse) — non pas un service civil en temps de guerre, mais dès à présent en temps de paix — et non pas pour des œuvres qui puissent se rattacher indirectement à la guerre, mais pour des œuvres d'utilité et de charité publique : contre les épidémies, pour des travaux de reconstruction ou d'assainissement, etc., etc. — *Si le service pour le meurtre et la mort doit être rejeté, il faut établir à sa place un service pour la vie et le bien de nos frères d'un pays et de tous les pays.* Selon quelles modalités ? A vous de le chercher. *Mais on ne comprendrait pas une doctrine qui se refuserait à des sacrifices pour une cause inhumaine, sans s'offrir à d'autres sacrifices pour une cause bienfaisante. C'est par ces sacrifices, et par eux seulement que vous gagnerez le respect et, peu à peu, l'adhésion du monde.*

•

N. d. R. Nous nous garderons bien de contester qu'il y ait un fond de vérité dans l'idée de service civil. D'ailleurs, cette idée n'est pas nouvelle. Il y a une quarantaine d'années, socialistes, anarchistes et républicains en Italie avaient formé des groupes d'infirmiers volontaires se rendant dans les grandes villes frappées par le choléra. Et plus d'un parmi eux fut atteint aussi par l'épidémie. On compta même quelques décès. Nous sommes d'avance acquis à toute œuvre d'entr'aide volontaire. Kropotkine en a fait avec raison l'une des bases essentielles de l'anarchie.

Mais nous nous permettrons de formuler une remarque en rapport avec la situation actuelle. Parmi les hommes du peuple astreints à un dur labeur, il s'en trouve un grand nombre pour qui leurs occupations quotidiennes représentent déjà non seulement un service, mais un véritable sacrifice pour la collectivité. Comment exiger d'eux qu'ils quittent les personnes dont ils sont le soutien et que leur absence laisserait dans la misère? La masse ne *sert* déjà que trop, pour que nous jugions indispensable un service supplémentaire pour elle. D'ailleurs, l'acte antimilitariste le plus effectif reste bien celui de refuser tout impôt ou service militaire. Nul besoin à notre avis de lui trouver une sorte de justification, d'excuse ou même de compensation.

Nous ne croyons vraiment pas qu'il faille appliquer au militarisme l'affirmation qu'on ne détruit réellement que ce qu'on remplace. Nous sommes, en effet, plusieurs à n'avoir jamais fait de service militaire, mais nous n'éprouvons nullement le besoin d'un succédané. Et avec nous ne l'éprouvent guère tous les travailleurs qui ont été soldats.

La question de l'exercice d'une solidarité internationale effective a sans doute une importance de premier ordre, mais pourquoi l'apparenter à celle de la suppression du militarisme ? Nous craindrions même que les plus malheureux, les plus écrasés se disent que ce n'est pas la peine d'en finir avec un fardeau pour s'en voir imposer un autre. Rien de plus beau et de plus souhaitable que de grands élans de solidarité, mais gardons-nous bien de les faire décréter par la loi et travaillons par contre à les susciter spontanément. La masse est naturellement généreuse une fois convaincue de la nécessité de donner et de se donner.

Autorité

Une société ne peut vivre à l'abandon. Une autorité lui est nécessaire, prétend-on. Mais qui sera cette autorité? D'où proviendra-elle? De quoi sera-t-elle faite?

Les partisans des régimes absolus, des fascistes de tous poils ne sont guère embarrassés pour répondre à ces questions. Un mot leur suffit: Nous ! Mais vous entendez bien ce Nous, car il ne laisse aucune illusion. Nous, ce sont les dominateurs habituels de la finance, du militarisme, de la religion. Nous, ce sont tous les grands rapaces de l'industrie tentaculaire, ce sont les vautours grands propriétaires de toute nature. Nous, ce sont encore tous les intermédiaires, voleurs sans scrupules, qui vivent largement du travail producteur de la classe ouvrière.

Nous la connaissons, cette autorité imposée par de tels vampires et cette autorité-là, nous la briserons quelque jour. Nous en avons trop éprouvé toute la tyrannie, nous avons trop souffert de ses sanglantes représailles. Nous savons trop que ce genre d'autorité est synonyme d'esclavage et de misère pour l'accepter, pour la supporter.

Seule l'autorité ainsi que nous la comprenons est un facteur d'ordre, de tranquillité, de paix, clament ces bons apôtres. Nous croient-ils donc aveugles, sourds, muets ? Nous prennent-ils tout simplement pour des imbéciles ? Est-ce après l'immense tuerie de 14 à 18 que l'on peut soutenir pareil argument ? Est-ce après les cinq années d'expériences fascistes — et quelles expériences ! — est-ce après les mouvements réactionnaires enregistrés dans tous les pays — y compris notre chère patrie, la Suisse — que l'on peut affirmer que les gouvernements autoritaires ont assuré l'ordre, la tranquillité, la paix ? L'Ordre imposé par la terreur — voir la douce Italie aux mains d'un fou — quant à la paix, on peut en parler. Menace de guerre quasi tous les jours, course à l'armement plus et mieux qu'avant 14. Ecrasement de l'ouvrier partout où, inorganisé, il n'a pu résister à ses oppresseurs. Vie chère, impossible, malaise général, misère grandissante. Voilà les vrais résultats de cette autorité vantée, mais seulement par ceux qui en profitent.

Les corbeaux vantent aussi la charogne.

Et dire que dans notre petite République et Canton de Genève il y a de jeunes écervelés, dont l'ignorance seule est profonde, qui rêvent de fascisme, de gouvernement fort, d'autorité absolue. Pauvres fous ! Qu'ils goûtent premièrement au pain amer gagné péniblement, qu'ils acquièrent quelque expérience de la vie, qu'ils jettent au moins un regard sur le passé pour y puiser un enseignement profitable et surtout qu'ils réfléchissent un brin, s'ils en sont capables.

Peut-être qu'après cet effort, ils reviendront à de plus sages pensées, ils songeront sans doute qu'il y a mieux à rêver que tyrannie et écrasement. Peut-être encore, saisiront-ils que le cri de liberté poussé par le peuple asservi n'est pas le prélude d'un désordre perpétuel, mais bien le désir profond d'une ère de véritable justice et d'une paix universellement fraternelle. *Spectator.*

Chronique genevoise

Au Conseil municipal.

Pour du culot, notre Conseil municipal en a une forte dose. Ne vient-il pas de porter à 11 mille francs le traitement de quatre chefs de service de la ville. L'élu de l'U.D.E. (l'Union des Exploiteurs) a déclaré que cette augmentation était justifiée, en raison de la cherté de la vie.

Pendant ce temps, il y a des employés à 300 francs par mois que l'on brime, au cri d'économie.

Une telle injustice dans les traitements sert à quelque chose. Elle provoque toujours plus de mécontentement chez les employés subalternes. Les travailleurs des services publics vont connaître leurs ennemis et ils sauront jouer leur rôle dans la bataille sociale pour aboutir à l'égalité économique entre les hommes.

Récompensé

C'est ce fameux ex-directeur à la Ville, qui non content d'une retraite annuelle de 5400 fr., reçoit en guise d'étrennes la bagatelle de 15 mille balles.

Décidément si les électeurs étaient un peu moins serins, ils se demanderaient si c'est bien là le fameux programme électoral des économies. Après tout, les élus auraient bien tort de se gêner. Ils savent qu'il y aura encore longtemps des votards indécrottables, des poires de contribuables et des travailleurs se laissant exploiter.

Les Vautours à Plainpalais.

A Genève, les vautours de la régie des immeubles sont d'une espèce particulièrement rapace et malfaisante. Comme ils sont les maîtres absolus et incontestés des logements, ils en abusent pour assouvir leur appétit de lucre.

Les locataires de la rue de la Ferme en savent quelque chose. Pendant cinq, dix ou quinze ans, ils ont payé un loyer qui toujours pèse lourd dans le budget familial. Naïvement, ils

pensaient que cela était nécessaire pour l'entretien de l'immeuble et que tôt ou tard ils profiteraient de réparations. Aussi ont-ils été littéralement estomaqués lorsqu'il y a quelque temps, leur régisseur leur envoya un congé en règle et simultanément l'offre d'un nouveau bail, avec des augmentations allant jusqu'au 50% de l'ancien prix.

Et tous ces malheureux prolos de tempêter à qui mieux mieux contre le Vautour qui les chasse d'une maison qu'ils ont peut-être déjà payée collectivement. Espérons que de telles brimades ouvriront les yeux des locataires sur la nécessité de se grouper pour défendre leurs intérêts et qu'ils comprendront la nécessité d'une nouvelle organisation sociale, dans laquelle les travailleurs auront droit à des logis salubres et confortables, sans pour cela être privés d'une part de leur gain.

Aux Abattoirs de Carouge.

Il y a du louche dans ces abattoirs. Des bruits persistants et alarmants circulent au sujet de viande avariée par la tuberculose et livrée au public. Les nouvelles officielles sur cette affaire sont fort vagues; aussi la population attend-elle avec impatience des précisions.

Ici une telle chose ne nous étonnerait pas. Il y a déjà eu un précédent identique; les Carougeois se rappellent de la retentissante affaire dite des Abattoirs, vieille de quelques années, provoquée par la saisie d'une bête tuberculeuse, juste au moment où elle allait être livrée pour la consommation à l'Hôpital cantonal. Il ne fallut pas moins de deux ans de procès pour obtenir des sanctions contre le directeur des Abattoirs, qui fut enfin révoqué, et la réintégration du garçon boucher renvoyé à la suite de ses révélations.

En tout cas, aujourd'hui un véritable règne de l'incompétence et de la désorganisation sévit aux Abattoirs. Est-il admissible que les délicates fonctions de directeur de cet établissement soient remplies par un . . . peintre ? Cet employé est certainement un homme consciencieux, mais . . -

Autre chose. Le vétérinaire n'étant astreint qu'à quelques heures de présence par jour, il s'ensuivrait que souvent des viandes destinées à la charcuterie ne seraient pas contrôlées et comme pour cet usage on ne se sert que du bétail de qualité inférieure, un tel état de choses paraît bien dangereux pour la santé publique.

La société capitaliste fait que, d'une part, il faut se défendre contre le vol de marchands empoisonneurs et, d'autre part, il faut protéger des consommateurs poussés par leur misère même à se laisser empoisonner. *Juvenil.*

Boycottons „La Suisse" journal fasciste

Simon Radowisky

Le 14 novembre 1909, dans l'avenue Quintana, à Buenos-Aires, un jeune homme lançait une bombe contre la voiture qu'occupait le colonel Falcon, chef de la police de la capitale.

C'était l'épilogue de la tragédie prolétarienne du Premier Mai. Au cours de cette journée, la répression avait atteint une violence inouïe et le sang ouvrier avait coulé en abondance. L'auteur de cet attentat, un jeune camarade russe de 19 ans, nommé Simon Radowisky, avait revendiqué la pleine responsabilité de son acte et déclaré qu'il avait voulu venger les ouvriers morts le Premier Mai.

Simon Radowisky, grâce à son jeune âge, échappa à la peine de mort, mais il fut condamné au bagne à perpétuité et les juges doublèrent la sentence en ordonnant l'isolement du prisonnier dans une cellule spéciale et pendant un mois à chaque anniversaire de l'attentat contre Falcon.

Simon Radowisky vient de terminer sa 18e année de bagne et à cette occasion, le 14 novembre, il a été comme chaque année, enfermé dans une cellule de rigueur pendant un mois.

Malgré les rigueurs du climat d'Ushuaia (Terre de Feu), malgré l'affreuse vie du bagne et les brimades des chaouchs, Simon Radowisky est resté fidèle à ses idées, offrant un bel exemple de force morale.

Nos camarades de l'Argentine ont résolu de le rendre à la liberté. Ils ont entrepris une campagne extrêmement active, de meetings, de manifestations, de grèves, si bien que le nom de Simon Radowisky est aussi populaire là-bas que ceux de Sacco et Vanzetti.

Il ne doit pas rester ignoré plus longtemps ici. Nous continuerons à donner aux camarades tous les détails connus sur cette affaire, en leur demandant de faire chacun dans leur milieu et avec leurs moyens, tout leur possible pour le faire connaître et aider nos camarades de l'Argentine à le rendre à la liberté.

Je pose la question : *A quel organe doit-on confier l'interprétation sociale du droit ?*

La confiera-t-on à une seule personne ? C'est l'origine de ce qu'on peut appeler le droit despotique oriental.

La confiera-t-on à quelques-uns, à un petit nombre ? On aura le droit féodal dans les Etats où l'on ne fait que guerroyer, où ce petit nombre se composera de soldats heureux ; on aura ce qu'on peut appeler le droit bourgeois (droit français actuel) dans les Etats où l'on travaille assidûment, où ce petit nombre se recrutera dans la bourgeoisie. Mais le suffrage universel, me dira-t-on ne changera-t-il rien à ce résultat ? ne pourra-t-il pas envoyer des prolétaires sur le banc des législateurs ? Non, il ne le pourra pas. Un prolétaire qui entre dans l'enceinte du corps législatif n'est plus prolétaire. Il a un salaire élevé ; il est un homme influent ; il a à sa disposition les places, les bénéfices ; il peut faire de grosses spéculations. Un tel homme est bourgeois, il pensera, il agira en bourgeois ; en un mot, il est ce que sont d'anciens ouvriers devenus de puissants industriels, de riches fabricants. L'expérience prouve que ces gens se font bourgeois de cœur comme ils le sont de position, à quelques exceptions près. Le soldat, devenu maréchal de France est-il encore soldat ? Nous disons : non ! il est grand seigneur.

M. Rittinghausen (1850)

Tableau d'honneur

Réfractaires depuis le 1er janvier 1927 :

Willy Otter, Marin, 3me refus de marcher.

Marc Dubois, Le Locle, 2me refus de marcher.

Maurice Frieden, Neuchâtel, 1er refus de marcher.

Maurice Dubois, Le Locle, 2me refus de marcher.

Jean Inaebnit, Le Locle-Angleterre, 2me refus cours et impôt.

Georg Mattmuller, Bâle, refus impôt et inspection.

Bernhard Frier, Berne, 1er refus de marcher.

Edouard Jacopin, Genève, 1er refus de marcher.

Werner Jacot, La Chaux-de-Fonds, 2me refus de marcher et impôt.

Wolf Schwemmer, Zurich, 6me refus de marcher et impôt.

Emile Ith, Montreux, 2me refus de marcher.

Ed. Liechti, Le Locle, 3me refus de marcher.

Paul Kessler, sous-officier, Saint-Gall, 1er refus tir et inspection.

Hans Meyer, Zurich, Zurich, 1er refus de marcher.

Andréas Martig, Bâle, 2me refus de marcher.

Voilà de la bonne propagande par le fait que nous ne saurions trop encourager. A notre connaissance, pas un de ces réfractaires ne partage entièrement nos idées anarchistes ; mais il n'en reste pas moins vrai que tout Etat est inconcevable sans forces armées. Il est sans doute permis d'établir un « distinguo » entre forces de police et forces militaires proprement dites; toutefois ,les deux forces se réclament d'un même prétexte de défense contre un ennemi intérieur ou extérieur. Et les grands criminels disposant des forces immenses de l'une des Puissances modernes nous paraissent bien plus redoutables que tout le menu fretin remplissant à l'heure actuelle les prisons. La police ne révèle pas moins que l'armée l'existence d'un état latent de guerre.

LIBRE !

Etre « l'homme dans le rang », cela peut convenir à la masse veule, sans énergie, moutons de Panurge que des millénaires de servitude ont habitués à une discipline absolue, à une obéissance passive. Est-ce l'idéal pour un esprit démocratique ? Voire !

Servir l'appétit de quelques-uns, prêter des épaules complaisantes à l'ambition féroce de quelques chefs, plus intrigants qu'intelligents, plus avides que généreux, plus retors que capables, plus sonores qu'éloquents, plus jouisseurs que désintéressés, ne peut guère précisément tenter des hommes réfléchis et sceptiques.

Et cependant, à part quelques honorables et bien rares exceptions, à quoi donc servent les partis politiques actuels ? De tremplins pour atteindre l'assiette au beurre.

Depuis que le gouvernement, dans nos pays démocratiques, peut devenir le fait de chacun et surtout le fait de plus d'un raté sans scrupules, la course à cette fameuse assiette grasse est devenue frénétique.

Il est différents chemins pour l'atteindre.

Il y a la route large des partis. Mais elle est longue et, malgré sa largeur, semée d'embûches. Il faut s'insinuer à travers les rangs épais des membres d'un parti, intriguer, aborder un chef de file, le capter, le servir, l'engourdir, l'endormir, l'ébranler, le détrôner. Tout cela est bien long encore une fois.

En marge des grands partis, il est de petits chemins, plus cachés, plus dangereux pour l'honêteté, mais plus courts aussi.

Il y a surtout les sentiers sinueux où chaque détour est marqué par un scandale. Mais si l'habileté est asez grande pour en éviter les remous mortels, si les ténèbres, rouges parfois, ne pèsent pas à la conscience, alors on peut avancer à pas de géant vers le fromage gouvernemental.

Et les solitaires narquois qui, sceptiques, regardent la furieuse ruée, se demandent avec raison ce qu'ils iraient faire dans cette ondurière galère. S'enrégimenter pour obéir aux combinaisons intéressées de chefs semblables, servir ces apaches de la politique ? Trop peu encore. Ou, alors, pour les combattre, descendre à leur niveau, les vaincre avec leurs propres armes ? Ma foi non !

Rester indépendant, fier, dire oui ou non à son gré : c'est plus propre. C'est au moins être libre. *Spectator.*

Groupe du „Réveil"

A notre dernière réunion du Groupe, a été fait le compte rendu moral et financier de notre organisation. Tronchet a donné les comptes de la caisse; les livres sont à la disposition des camarades qui voudraient en faire le contrôle.

Des rapports présentés, il ressort que le système de la cotisation mensuelle, volontaire et fixe, a été excellent. La recette du second semestre a été huit fois plus forte que celle du premier, où nous n'avions pas encore essayé la méthode en vigueur aujourd'hui. C'est dire que nous pouvons être satisfaits du résultat obtenu, d'autant plus qu'il aurait été encore meilleur sans des circonstances indépendantes de notre volonté.

Nous pouvons certainement faire encore beaucoup mieux. Le mouvement libertaire possède en lui des forces et des moyens très grands. Il s'agit de savoir trouver la formule à laquelle tous peuvent adhérer. Sur les bases de notre fédéralisme anarchiste et de notre devise « de chacun selon ses forces », nous avons la certitude que notre mouvement peut être une force puissante.

Aux amis qui nous ont aidés, nous demandons de continuer dans la même voie. Quant à ceux qui sont restés dans l'expectative, nous espérons qu'ils se laisseront convaincre par les résultats obtenus. Ainsi, nous sommes certains que pour notre mouvement et la réalisation de notre Idéal commun, nous aurons une bonne année.